

Reposer la question du Québec? Notes critiques sur l'imagination sociologique

Daniel Salée

Numéro 18, automne 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040670ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040670ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Salée, D. (1990). Reposer la question du Québec? Notes critiques sur l'imagination sociologique. *Politique*, (18), 83–106.
<https://doi.org/10.7202/040670ar>

Résumé de l'article

Au cours de la dernière année, plusieurs ouvrages portant sur la trajectoire sociopolitique du Québec moderne ont été publiés. À sa manière, chacun propose un bilan du chemin parcouru depuis la Révolution tranquille et pose à nouveau « la question du Québec ». À travers une lecture critique, le présent texte tente d'évaluer dans quelle mesure ces ouvrages constituent un renouvellement de l'analyse sur le Québec. Force est d'admettre que ces derniers produits de l'imagination sociologique québécoise offrent peu qui permettrait de donner une tournure nouvelle aux débats.

Reposer la question du Québec? Notes critiques sur l'imagination sociologique

Daniel Salée
Université Concordia

*... le maximum qu'on puisse
faire, c'est regarder mieux.*

Umberto Eco
Le Nom de la rose

On a parfois l'impression que le Québec, comme objet d'étude, ne suscite plus le même intérêt qu'au cours des années 60 et 70. Devant un projet social et national qui n'en finit plus de se redéfinir, plusieurs semblent s'être tournés vers d'autres questions. Mais, en dépit des apparences, le discours sociographique sur le Québec s'est maintenu. L'objet Québec continue de solliciter l'imagination sociologique¹.

1. Phénomène intéressant, les analyses les plus stimulantes viendront d'ailleurs: que l'on pense seulement aux travaux de McRoberts (1988) et de Coleman (1984) ou encore à la création de la revue *Quebec Studies* par l'American Council for Quebec Studies. Au Québec, au moins deux revues savantes, *Recherches sociographiques* et la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, ont continué de se consacrer exclusivement aux études québécoises.

La Révolution tranquille, on le sait, a amorcé un processus de profonde mutation dont les conséquences continuent encore de marquer le Québec. Temps fort, presque mythique, de l'histoire nationale, elle s'inscrit dans notre imaginaire de manière indélébile. Aujourd'hui, l'échec du référendum aidant, la marginalisation constitutionnelle du Québec et le triomphe de la froide logique des gens d'affaires sur l'enthousiasme des poètes et visionnaires des premières heures ont conduit au désenchantement. L'espèce de vide idéologique que constituent pour plusieurs les années 80 de même qu'un glissement concomitant vers la morosité politique suscitent des orientations nouvelles que semble vouloir se donner la société québécoise. Le temps est aux bilans.

Trois ouvrages parus au cours de la dernière année sont venus s'ajouter à la sociographie existante et proposent, à point nommé semble-t-il, un bilan de leur cru. Ils interrogent à leur manière le passé et l'avenir, pour une meilleure compréhension de notre «incertain» pays. Il s'agit des livres d'Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise* (1990), d'Alain Gagnon et Mary Beth Montcalm, *Quebec: Beyond the Quiet Revolution* (1990) et d'Anne Legaré et Nicole Morf, *La société distincte de l'État. Québec-Canada, 1930-1980* (1989).

Dans chacun de ces ouvrages, on sent l'impérieux besoin de poser à nouveau la «question du Québec». Devant les inquiétudes de l'après-Meech et la résurgence de la question nationale, devant les limites de l'expérience technocratique de l'État québécois, devant l'effritement du tissu social et culturel, on y trouve l'ébauche d'une réflexion sur le sens de la Révolution tranquille et de nos attentes, individuelles et collectives. En toile de fond se profile l'imagination sociologique. Comment répond-elle aux problèmes de l'heure? Quelle lecture propose-t-elle de l'objet Québec? Quel regard porte-t-elle sur l'avenir? Comment et avec quelle efficacité pose-t-elle à nouveau la question du Québec? Autant de points d'interrogation qui sous-tendent le présent essai et l'évaluation qui y est faite du discours le plus récent sur l'objet Québec.

Modernisation, modernité et analyse historique

La dichotomie tradition/modernité a toujours fourni une imagerie — voire, pour certains, un cadre conceptuel — facile d'emploi pour expliquer le Québec. Il n'y a qu'à considérer l'avant et l'après-Révolution tranquille et tout est dit: l'histoire récente du Québec se serait objectivée en un processus linéaire au cours duquel la société s'est débarrassée de ses oripeaux traditionalistes, réactionnaires, cléricaux, antiétatistes, xénophobes, ruralistes et anti-capitalistes pour revêtir les atours plus seyants et mieux adaptés d'une modernité ouverte, progressiste, pluraliste, démocratique, étatiste, séculière, urbaine et capitaliste. Certes, l'analyse est généralement plus complexe et parle d'urbanisation, d'industrialisation, d'éclatement des valeurs traditionnelles et de luttes sociales, mais elle participe néanmoins d'une conception simpliste de l'histoire qui se cantonne dans une comparaison superficielle et aprioriste du passé et du présent, de l'avant et de l'après.

Le sociologue Hubert Guindon a largement contribué à imposer cette dichotomie dans le discours sociographique sur le Québec. De toute évidence, les éditions Saint-Martin croient à l'actualité de ses analyses puisqu'elles viennent de publier la version française d'un ouvrage paru il y a deux ans aux Presses de l'Université de Toronto et qui réunit les principaux essais de l'auteur. En tout, neuf textes, dont trois inédits, qui couvrent trente ans de réflexion sur le Québec et son passage à la modernité. Trois de ces textes ont été écrits dans les années 60, deux à la fin des années 70 et quatre au cours des années 80.

Guindon est plutôt méconnu au Québec. Après un début de carrière houleux au département de sociologie de l'Université de Montréal à la fin des années 50, il passe en 1962 à l'Université Sir George Williams — aujourd'hui Concordia — qu'il n'a pas quittée depuis. Sa carrière s'est poursuivie presque exclusivement en anglais, et, pour l'essentiel, ses écrits ont toujours été publiés dans cette langue d'abord. Son influence intellectuelle n'a pas toujours été appréciée à sa juste valeur. Pourtant, on retrouve dans certains travaux de sociologues qui suivront et dans tout le débat

de la fin des années 70 autour de la nature de la petite-bourgeoisie québécoise des thèmes et une réflexion que Guindon avait lui-même abordés quinze ou vingt ans auparavant².

Comme en fait foi sa biographie intellectuelle qui introduit son ouvrage (biographie signée par deux anciens étudiants, Roberta Hamilton et John McMullan), c'est surtout au Canada anglais que l'influence de Guindon s'est fait le plus sentir, et que le sociologue s'est attiré le plus d'estime. Certains de ses essais et, plus particulièrement, le classique «Social Unrest, Social Class, and Quebec's Bureaucratic Revolution», paru en 1964 dans le *Queen's Quarterly*, ont longtemps compté parmi les lectures obligatoires dans les cours sur la société et la politique québécoises dispensés dans les universités canadiennes anglaises. La perspective qui y est développée s'inscrit d'ailleurs en filigrane dans l'ouvrage de Ken McRoberts (1976, 1981, 1988), encore aujourd'hui la seule synthèse de qualité, en langue anglaise, sur le développement sociopolitique du Québec. Enfin, Guindon sera personnellement invité en maintes occasions à donner des cours et des conférences à travers l'Amérique du Nord pour expliquer le Québec aux Canadiens et aux Américains.

La thèse de Guindon est simple et n'a guère changé en 30 ans. La modernisation sociopolitique du Québec est essentiellement attribuable, selon lui, à la volonté et à la détermination de la classe moyenne francophone d'imposer de nouveaux modèles d'action économique et politique de même qu'un nouveau système de valeurs socioculturelles qui mettraient la société québécoise au diapason de la modernité nord-américaine. En rupture de ban avec les élites traditionnelles dont elle provient directement, la classe moyenne s'est approprié les réseaux d'intervention sociopolitique que ces dernières contrôlaient jusqu'alors pour les remodeler à son image, c'est-à-dire selon les préceptes de la raison technocratique. Elle a procédé ainsi à la modernisation des appareils de l'État

2. Les analyse de Jean-Jacques Simard (1979) et de Marc Renaud (1978) sont très près de ce que Guindon avait avancé. Sur le débat autour de la petite-bourgeoisie et des classes sociales au Québec, voir Legaré (1980).

québécois et en a créé de nouveaux. L'exercice de son contrôle absolu sur l'État provincial lui a permis d'assurer sa promotion socio-économique au sein de la société québécoise. Son nationalisme et sa volonté d'affirmation linguistique ont justifié l'ascendant qu'elle a exercé en faisant de son projet celui de toute la collectivité.

Outre le caractère par trop volontariste de cette analyse et sur lequel il faudra revenir plus loin, les postulats sociohistoriques qui l'informent posent problème. Pour Guindon, la modernité québécoise se définit par opposition à la période qui précède la Révolution tranquille. Même s'il reconnaît que les profondes modifications qui marquent le Québec dans les années 60 s'amorcent au cours de la décennie précédente, la Révolution tranquille n'en constitue pas moins pour lui un point de rupture. Tout ce qui se situe chronologiquement en deçà de ce point n'a rien de moderne.

Dans le premier essai qui figure dans son livre, «Réexamen de l'évolution sociale du Québec», celui-là même qui lancera sa carrière en 1960, Guindon prend la défense des sociologues américains Miner (1939) et Hughes (1943) dont les études ethnographiques en milieu rural québécois au cours des années 30 démontraient que le Québec restait à l'abri des transformations socio-économiques affectant le reste de l'Amérique du Nord et demeurait essentiellement une «folk society». Dans cet essai, Guindon prend le contrepied de son collègue Philippe Garigue qui, quelques années auparavant (1958), avait publié une étude qui s'opposait radicalement aux conclusions de Miner et Hughes. Garigue affirmait plutôt que les Canadiens français avaient toujours su s'adapter au changement et qu'ils étaient à tous points de vue un peuple moderne.

Il ne saurait être question de reprendre ici ce vieux débat des premières heures de la sociologie québécoise³. Il révèle néanmoins avec clarté la position de Guindon: ce n'est que par le triomphe politique de la classe moyenne technocratique que le Québec a pu

3. Nicole Laurin-Frenette (1984) a passé en revue ce débat.

accéder à la modernité. Soucieux, tout comme les historiens Brunet et Séguin dont il s'inspirait, de démontrer que les Québécois constituaient une société distincte, Guindon n'en a pas moins contribué à accréditer auprès du Canada anglais l'image d'une «priest-ridden society»: une société d'habitants incultes, de curés bornés et autocrates, de petits notables sans envergure, de travailleurs urbains illettrés et dociles, encore tout imprégnés de l'imaginaire rural; une société foncièrement réactionnaire et réfractaire au changement. Quand on connaît Hubert Guindon, on sait que cette analyse n'est nullement malicieuse. Mais le résultat est le même puisqu'elle alimente encore tous les stéréotypes sur lesquels est fondée l'incompréhension historique du Canada anglais à l'égard du Québec.

L'interprétation de Guindon pose problème: même si elle décrit une réalité qui a effectivement existé, elle ne s'inscrit pas dans une conceptualisation adéquate du mouvement historique et de la transition d'un ordre socio-économique à un autre. Elle se fonde plutôt sur des généralisations abusives du sens et de la périodisation de la modernité au Québec.

Quand, dans un de ses plus récents textes, Guindon écrit: «Vers la fin des années 70, le Québec possède donc une organisation moderne et laïque. Il a fait de l'ordre dans sa maison et s'est mis au rang des autres sociétés développées» (p. 186), il dévoile le caractère terriblement normatif de sa démarche et de l'analyse dichotomique tradition/modernité. Non seulement démontre-t-il combien sa pensée à propos du changement social a peu évolué, mais il renforce une imagerie pernicieuse qui s'accorde mal avec les faits.

Présumer qu'avant la Révolution tranquille le Québec ne s'était pas encore «mis au rang des autres sociétés développées», c'est prendre l'arbre pour la forêt; c'est centrer toute l'attention analytique sur un phénomène (le conservatisme et le traditionalisme supposés de la société québécoise) qui, pour aussi important et dominant qu'il fut, n'en contient pas pour autant tout le fond de l'histoire. C'est oublier ou ne pas voir que la société et la culture québécoises étaient depuis plusieurs décennies perméables aux influences culturelles américaines et modernistes (Lamon-

de et Trépanier, 1986; Gilmore, 1988); que le système économique québécois participait, bien avant la Révolution tranquille, d'une logique foncièrement capitaliste (Bélanger et Fournier, 1987); que le système de valeurs politico-idéologiques avait depuis longtemps intégré le libéralisme dominant de la pensée occidentale (Roy, 1988). Bref, c'est se méprendre sur la nature réelle de la dynamique sociale québécoise au XX^e siècle.

Chez Guindon, la persistance de la tradition apparaît comme une tare qui vient ralentir les progrès de la modernité. Modernité définie par rapport à qui, à quoi? On oublie trop souvent que la province de Québec s'est urbanisée et industrialisée à un rythme beaucoup plus rapide que l'ensemble du Canada, à l'exception peut-être de l'Ontario⁴. Pourtant, rarement entend-on dire du Canada anglais qu'il s'agit d'une société qui, au XX^e siècle, tarde à se moderniser. L'Ontario restera au moins jusqu'après la Seconde Guerre mondiale une société homogène, blanche et protestante, marquée par une quasi totale absence de pluralisme idéologique, rébarbative

4. Au recensement de 1911, près de 49 % de la population du Québec habitait déjà dans les zones urbaines. En 1921, le Québec était urbanisé à 56 %. C'est donc dire que, dès la deuxième décennie du siècle, la population de la province se retrouvait majoritairement dans les zones urbaines. Par comparaison, il faudra attendre le début des années 30 avant de trouver un taux d'urbanisation comparable pour l'ensemble du Canada. Si l'on exclut du calcul l'Ontario et le Québec, qui sont historiquement les provinces les plus urbanisées, ce n'est pas avant la fin de la Seconde Guerre mondiale que la population urbaine connaîtra la supériorité numérique dans l'ensemble des autres provinces canadiennes. Par ailleurs, bien que l'Ontario affiche un taux d'urbanisation presque toujours supérieur à celui du Québec, dans la première moitié du XX^e siècle, les progrès de l'urbanisation sont plus rapides au Québec alors que la population urbaine du Québec quadruple pendant que la population urbaine de l'Ontario ne fait que tripler. Aux recensements de 1931 et de 1941, le Québec affiche même un taux d'urbanisation légèrement supérieur à celui de l'Ontario (63,1 % contre 61 % en 1931 et 63,3 % contre 61,7 % en 1941). Enfin, on notera que la proportion de la main-d'oeuvre québécoise engagée dans des activités industrielles restera toujours de 5 à 7 % plus élevée que dans l'ensemble du Canada au cours de la même période. (Données établies à partir de Bernier et Boily, 1986: 51, 67-68).

aux influences extérieures, moraliste et profondément conservatrice à la fois socialement et politiquement. Pourtant, personne n'insiste sur ces caractéristiques; pire encore, c'est à l'Ontario que l'on compare la société québécoise lorsqu'on veut faire état du «retard» de celle-ci. En quoi le traditionalisme québécois d'avant la Révolution tranquille est-il plus retardataire que celui de l'Ontario? Poussons plus loin la comparaison, en quoi est-il plus rétrograde que celui de la société américaine à la même époque? L'«American Way of Live», parangon de la modernité, ne s'objective-t-elle pas, au moins jusqu'aux années 60, dans des vertus foncièrement réactionnaires et antilibérales? Une perspective comparative permettrait de réaliser que le Québec d'avant la Révolution tranquille est, en fait, aussi moderne qu'il est possible de l'être dans le contexte propre aux sociétés occidentales de l'époque.

Il faudrait cesser de poser le problème en termes de tradition et de modernité et, surtout, cesser de se surprendre de la supposée persistance d'éléments sociétaux traditionalistes. La particularité du Québec d'avant la Révolution tranquille ne tient pas tant dans la persistance de la tradition que dans la manière dont l'ancien et le nouveau semblent imbriqués l'un dans l'autre. Les découvertes de l'analyse sociohistorique nous apprennent que toute cette époque constituait en réalité un période de transition entre deux ordres socio-économiques différents, mouvement complexe du devenir historique qui permet que coexistent dans une dynamique contradictoire deux imaginaires, deux systèmes de relations sociales (Houle et Hamel, 1987: 53-60). Le traditionalisme sur lequel Guindon insiste tant, comme pour mieux marquer le contraste qu'offrent la Révolution tranquille et une supposée modernité, n'est pas une tare de l'histoire. Il semble plus juste et plus profitable de constater que les éléments traditionalistes de la société font partie intégrante du mode particulier d'existence sociétale lié au capitalisme à un point donné de sa matérialisation sociohistorique au Québec (Boismenu, 1981; Bourque et Duchastel, 1988). La Révolution tranquille ne représente donc pas en soi l'an I de la modernité, mais elle est plutôt l'expression de l'irréversible crise de légitimité de ce mode; crise qui se règlera à travers la dynamique

des affrontements sociaux par la mise en place de structures et de processus sociétaux nouveaux.

Il serait injuste de tenir rigueur à Guindon de l'orientation particulière de ses premiers textes, ceux des années 60 — au demeurant, les plus intéressants du point de vue de l'analyse sociologique. Ils s'inscrivent dans la conjoncture de l'époque et sont nés de l'impérieuse nécessité ressentie alors d'expliquer et de justifier la rupture d'avec le passé, qui semblait s'opérer. Ce qui est surprenant, c'est que Guindon ait maintenu ses analyses dans ses textes subséquents, en dépit des avancées de l'historiographie et de la sociographie québécoise qui sont venues témoigner des limites de ses thèses.

Ce qui surprend davantage, c'est la résurgence de ces essais aujourd'hui. On peut comprendre que les Presses de l'Université de Toronto aient cru bon de les rendre encore plus accessibles, il y a deux ans: Guindon a toujours obtenu beaucoup de succès auprès des Canadiens anglais en grande partie parce qu'il leur a offert du Québec une image d'Épinal correspondant depuis toujours à leurs présupposés (Paquet, 1990: 280). Cependant, il y a quelque chose d'inquiétant à imaginer que d'autres générations de jeunes Canadiens anglais continueront de s'alimenter à une vision aussi tronquée et normative du Québec. Il faut reprocher aux éditeurs anglais de n'avoir pas situé ses écrits dans le contexte de leur production de façon à relativiser leur portée interprétative. Hubert Guindon, l'homme, mérite sans aucun doute toute l'admiration que lui vouent ses biographes en introduction; le sociologue prête toutefois à une critique plus sévère.

On s'étonne de lire sur la jaquette de l'édition française de l'ouvrage que les essais de Guindon «renouvellent singulièrement l'interprétation de l'histoire récente du Québec». Certes, ces textes ont une valeur documentaire indéniable et témoignent souvent d'une «analyse serrée et corrosive» (Paquet, 1990: 276). Les publier en français est une initiative louable. Certains apprécieront d'ailleurs, à l'instar de Pierre Dandurand et Louis Maheu, préfateurs de l'édition française, la «pensée vigoureuse originale et polémique» de Guindon, une pensée qui s'inscrit «à contre-courant de tendances dominantes» (p. xi). Mais quelle que soit la fascination

qu'exercent les écrits de Guindon sur ses éditeurs et autres thuriféraires, la redondance du propos et l'obsolescence de l'analyse forcent à accueillir la parution de cet ouvrage avec une certaine réserve. Il s'agit d'une oeuvre datée, marquée au coin de l'imagination sociologique et des urgences politico-intellectuelles d'une autre époque, une oeuvre largement dépassée par les travaux qui ont suivi. Il faut la reconnaître comme telle, ni plus, ni moins. Ce qui n'enlève rien à la pensée de Guindon. Nous la présenter comme «perspicace et jamais engluée par les discours mythocrates» (Paquet, 1990: 282) passe toujours; nous la servir comme un renouvellement de l'interprétation est presque attristant. Faut-il que l'imagination sociologique soit en manque de modèle pour qu'on cherche ainsi dans les analyses d'hier une réponse aux questionnements d'aujourd'hui?

Par-delà la sympathie que suscite Guindon, il faut bien reconnaître, à regret, que son dernier ouvrage ne contribuera pas nécessairement à faire progresser l'idée que l'on se fait, ici comme ailleurs, de la société québécoise.

La classe moyenne et l'État québécois: au-delà de la Révolution tranquille?

À travers l'incontournable Révolution tranquille, c'est avant tout la compréhension du passé que vise le sociologue Hubert Guindon. *Beyond the Quiet Revolution* d'Alain Gagnon et Mary Beth Montcalm fouille un passé beaucoup plus récent. Alors que Guindon voulait expliquer les antécédents de la Révolution tranquille, Gagnon et Montcalm utilisent cette période pour évaluer le chemin parcouru depuis lors.

Leur analyse est sans détour. Ils démontrent d'abord combien le procès historique de continentalisation de l'économie canadienne désavantage et isole le Québec économiquement. Le déclin du Nord-Est américain au sein de l'économie continentale au profit des régions occidentales et méridionales des États-Unis porte, soutiennent-ils, un sérieux coup à sa santé économique à long terme. Étant donné l'importance de ses rapports commerciaux avec

le Nord-Est américain, le Québec suit dans la foulée: le déclin de cette région sonne aussi le déclin du Québec. Montréal y a perdu son rôle de métropole économique du Canada au profit de Toronto et de l'Ontario méridional; l'axe est-ouest sur lequel dépendait traditionnellement sa domination au sein de l'économie canadienne a sombré dans l'insignifiance économique.

Pour Gagnon et Montcalm, ce processus de marginalisation économique du Québec constitue le noeud du problème et explique l'orientation des politiques et stratégies particulières des gouvernements québécois depuis 1960. Qu'il s'agisse de l'interventionnisme étatique forcené des années 60 et 70, de la remise en cause de l'étatisme au cours des années 80, des politiques linguistiques, du dossier constitutionnel et des relations fédérales-provinciales ou encore du traitement réservé, selon les conjonctures, au mouvement ouvrier, toutes les actions des gouvernements successifs visent un objectif: neutraliser les effets négatifs de la marginalisation économique tout en stimulant l'entreprise privée francophone.

La position de Gagnon et Montcalm ne s'embarasse pas de nuances. Dossier après dossier, le même argument nous est asséné comme une implacable vérité. L'approche réductrice de leur économisme flagrant limite finalement la portée explicative de leur analyse. Ramener la Révolution tranquille à une vaste opération de récupération économique, c'est banaliser la dynamique sociétale profonde qui a présidé aux mutations de la personnalité collective et individuelle du Québec depuis 1960; c'est évacuer de l'analyse les transformations idéologiques et culturelles qui ont porté cette révolution; c'est rester insensible aux changements fondamentaux dans l'orientation et la nature des rapports sociaux; bref, c'est nier la complexité sociohistorique de la Révolution tranquille et, du coup, la complexité du Québec contemporain.

Cette réserve étant faite, l'ouvrage de Gagnon et Montcalm a le mérite d'être simple et facile à comprendre, de décrire au moins un pan de la réalité qui se vérifie dans les faits qu'ils évoquent et de faire la synthèse de la littérature récente. Ce livre pourra initier un public néophyte aux réalités québécoises. Mais c'est précisément là où le bât blesse: écrit en anglais avec pour cible évidente la clientèle des programmes de premier cycle en science politique,

sociologie et histoire des universités canadiennes anglaises, cet ouvrage risque de perpétuer chez ces étudiants une vision et une compréhension simplistes et superficielles du Québec contemporain.

La marginalisation économique n'est pas le fin mot de l'histoire. En rester là, c'est se condamner à avouer l'échec de la Révolution tranquille. Si l'on s'en tient à la définition qu'offrent Gagnon et Montcalm de la marginalisation, le Québec reste encore aujourd'hui économiquement marginal. Et se pose l'inévitable question: pourquoi, malgré tous les efforts déployés par l'État québécois, le Québec reste-t-il dans la marginalité? Les auteurs semblent incapables de répondre, et c'est là la faiblesse principale de cet ouvrage qui se contente, somme toute, de décrire les actions de l'État et de la petite-bourgeoisie censées contrer les effets de la marginalisation économique. Pour répondre à cette question, il aurait fallu expliquer qu'en raison d'un plan historique de spécialisation régionale le Québec s'est retrouvé à la marge économique de l'Ontario, mais tout en participant au centre économique du Canada (McCallum, 1981; Phillips, 1982). Il aurait fallu aussi noter que ce phénomène ne date pas simplement de la Seconde Guerre mondiale, mais qu'il s'inscrit à la source de la configuration socio-économique du pays. Il aurait fallu enfin dire que la marginalisation économique n'est pas le moteur premier de la Révolution tranquille, mais un problème parmi tant d'autres qui, ensemble, ont animé un mouvement global de transformation sociétale.

Malgré une analyse généralement bien informée et au fait de la littérature récente, l'ouvrage de Gagnon et Montcalm semble incapable de reposer de manière fructueuse et créatrice la question du Québec. Plutôt que d'aborder la Révolution tranquille dans son essence sociohistorique, leur démarche s'insère dans un cadre interprétatif volontariste. Le sens sociologique de toute la période s'estompe au profit de la mythologie: la Révolution tranquille n'apparaît pas pour ce qu'elle est, c'est-à-dire la convergence de processus sociétaux en pleine transformation. De sorte que l'analyse s'accroche à la montée de la nouvelle classe moyenne, éclairée et dynamique, à ses discours, ses gestes administratifs, ses ambitions

économiques, son projet national, son étatismisme, son penchant social-démocrate, sans chercher à les replacer dans le contexte plus large des changements structuraux profonds qui marquent alors non seulement la société québécoise, mais toute l'expérience occidentale.

Cette façon de voir domine aussi chez Hubert Guindon. Ce qui étonne, c'est que, trente ans plus tard, on persiste à structurer l'analyse de l'histoire récente du Québec selon des termes similaires. Refaisant le chemin maintes fois parcouru par la sociographie, Gagnon et Montcalm insistent en corollaire de leur argument principal sur la place centrale qu'occupe dans la dynamique sociopolitique du Québec l'opposition, manifeste à partir des années 70, entre la nouvelle classe moyenne technocratique et la bourgeoisie d'affaires francophone en pleine ascension. Leur analyse n'ajoute rien à ce que l'on savait déjà et participe d'une perception tronquée de la réalité. Comme si l'histoire n'avait de sens qu'à travers le «combat» de la classe moyenne pour le pouvoir.

Il y a quelques années, William Coleman (1984) démontrait avec conviction combien le rôle réel de la classe moyenne dans le processus de transformation socio-économique et politique du Québec avait été relatif. En raison de la présence sociopolitique encore marginale de la nouvelle classe moyenne dans les décennies qui précèdent immédiatement la Révolution tranquille, cette classe apparaît pour Coleman beaucoup plus comme un produit que comme instigatrice de la mutation qui s'actualise dans les années 60. Les changements qui s'opèrent dans tous les secteurs de la société québécoise à partir de ce moment-là sont le fruit d'une dynamique sociale complexe à laquelle ont participé dans un mouvement variable de coalition/opposition les diverses couches de la société. Contrairement à l'imagerie à laquelle une certaine sociographie s'accroche encore, la nouvelle classe moyenne n'est pas la classe sujet de l'histoire.

En posant la question du Québec en des termes surannés, Gagnon et Montcalm ont raté une occasion de renouveler la réflexion sur le Québec. On sent combien leur analyse reste prisonnière d'idées reçues quand ils affublent le projet étatique de la

nouvelle classe moyenne d'une sorte de pureté intellectuelle qui serait à la source de la modernisation du Québec. Traçant en conclusion le bilan des trente dernières années de l'histoire du Québec et inquiets de la tendance actuelle à limiter l'interventionnisme étatique, ils affirment non sans une pointe de nostalgie: «By shrinking from the state intervention it once valued (...), Quebec may well be relinquishing the very means by which it arrived at its current degree of épanouissement» (p. 198). Tout est là: la nouvelle classe moyenne aurait alimenté un beau projet collectif — dont la création d'un État provincial fort est la réalisation la plus remarquable — sans parvenir à empêcher qu'il ne soit perverti par la classe d'affaires francophone. Vision pour le moins manichéenne de l'histoire, qui oppose une nouvelle classe moyenne vertueuse à une bourgeoisie prête aujourd'hui à mordre la main qui l'a nourrie. Vision partielle de l'histoire, surtout, qui ne s'en tient qu'aux apparences formelles.

À une époque où les gens d'affaires sont devenus les nouveaux héros de la société québécoise, et où le capital productif semble avoir pris le pas sur le capital culturel, il peut être tentant de pointer du doigt la bourgeoisie et de montrer combien elle s'est éloignée du projet original. Là réside toute l'ambivalence de l'ouvrage de Gagnon et Montcalm: d'une part, il témoigne d'une grande lucidité en montrant «l'obsession» économiste/productiviste des dirigeants québécois; d'autre part, il verse dans l'angélisme en posant implicitement le projet de la nouvelle classe moyenne pour ce qu'il n'a jamais été, c'est-à-dire une grande entreprise humaniste d'épanouissement collectif. Épanouissement par rapport à quoi? à quand? À la «grande noirceur» qui caractérisait les années précédant la Révolution tranquille? La charge normative d'une telle comparaison est lourde et renvoie à la sociographie moderniste et «développementaliste» des années 60 et 70.

Le projet formulé par la nouvelle classe moyenne n'a, en soi, rien d'aussi glorieux que veulent le croire Gagnon et Montcalm. Les travaux de Jean-Jacques Simard (1979), Frédéric Lese-mann (1981), Jacques T. Godbout (1983) et Gilbert Renaud (1984) ont éloquentement démontré le caractère somme toute antihumaniste de l'étatisme techno-bureaucratique de la nouvelle classe

moyenne. Même chez Guindon, on trouve une critique implicite de la «révolution bureaucratique»: sa reconnaissance du phénomène n'a pas fait de lui un apologiste. C'est à tort que Gagnon et Montcalm établissent une distinction entre la nouvelle classe moyenne et la bourgeoisie d'affaires. Bien qu'il faille admettre une différence de statut économique, il n'empêche que l'une et l'autre participent au même projet rationaliste, productiviste et utilitariste imposé par les impératifs du capitalisme avancé.

Objectivement, la Révolution tranquille et les décennies qui ont suivi ne sont ni meilleures, ni pires que les époques précédentes. La question ne se pose pas en ces termes. Ces années marquent tout simplement le passage à un mode différent de régulation et d'existence socio-économique. En ce sens, l'antiétatisme actuel n'a rien de cette dérive, de cette perversion du projet initial que déplorent Gagnon et Montcalm. Il s'inscrit plutôt dans la foulée de la logique productiviste qui, depuis toujours, a animé la Révolution tranquille et sa mouvance sociopolitique. Jamais les gouvernements québécois ne se sont réclamés d'une autre logique, c'est là le sens historique véritable des 30 dernières années.

Vers une nouvelle compréhension du Québec?

Entre le déjà vu analytique et le désarroi existentiel, l'imagination sociologique à propos du Québec semble bloquée. Inconsciemment ou non, la question nationale a toujours servi de cadre d'analyse et de point d'ancrage de l'appréhension du réel sociopolitique et finit par occulter les autres dimensions de la société québécoise (Salée, 1983). Il faut constater à regret que les ouvrages recensés jusqu'à maintenant ne cherchent pas à sortir de cette espèce de paradigme. Ils s'empêchent ainsi de poser la question du Québec sous un jour nouveau. L'accent mis sur la classe moyenne francophone et son désir d'ascension socio-économique montre combien, chez les uns (Guindon, Gagnon et Montcalm), la problématique de la nation constitue, implicitement ou explicitement, le prétexte à l'analyse et l'analyse elle-même; comme si à travers le projet national de cette classe, toute la compré-

hension de la question du Québec devait apparaître spontanément. Mais par-delà sa complexité sociale, le Québec y reste appréhendé dans sa spécificité, admise implicitement par tous. À travers la saisie de telle ou telle dimension de la réalité sociale québécoise, c'est toute la problématique de l'identité des Québécois que l'on cherche d'abord à élucider. C'est l'expérience du Québec distinct qui motive la démarche analytique. Quel que soit le problème étudié, l'analyse affirme à travers lui combien les problèmes de l'identité et de la nation façonnent la question du Québec.

Non pas que «l'obsession» de la question nationale soit condamnable. Elle appartient à un moment précis du développement de l'imagination sociologique québécoise. Il fallait passer par elle d'abord. Mais aujourd'hui plus que jamais, la question du Québec n'est pas que nationale.

Avec *La société distincte de l'État*, Nicole Morf et Anne Legaré nous offrent un livre qui tranche radicalement sur une imagination sociologique pétrifiée. Leur essai propose les linéaments d'une compréhension nouvelle du Québec, de son insertion à l'intérieur de l'État canadien et, plus globalement, du rapport État/société.

Première surprise: le cadre d'analyse de l'ouvrage. Sans renoncer tout à fait au marxisme qu'elle a longtemps et fièrement arboré, Anne Legaré rompt ici sans équivoque avec les positions rigides du passé:

On dira d'abord que ce texte assume sa sévérité à l'endroit de plusieurs dogmes du marxisme et tout particulièrement à l'endroit des représentations de la structure sociale en paliers, instances ou topiques séparées, l'économique représentant la case de départ et d'arrivée, et l'État, cette sorte de gendarme et de régulateur intervenant d'en haut pour pourvoir aux ajustements nécessaires à la société. Cette conception mécaniste des rapports entre l'économique, le politique et l'idéologique nous apparaît stérile pour vraiment comprendre les mutations que traversent les sociétés (p. 24).

Cette rupture débouche sur une méthode que d'aucuns jugeront éclectiques, mais qui se veut macrosociologique, sociohisto-

rique et sensible aux diverses modulations du changement social. Une méthode ouverte sur un objet que l'imagination sociologique au Québec néglige inexplicablement au profit de pratiques étroites et de finalités politico-idéologiques immédiates: l'histoire des rapports sociaux et du rapport de la société à l'État. Une méthode qui, malgré tout, prend racine dans les préoccupations politiques de l'heure. Car ce qui alimente le prétexte théorique de la démarche, c'est d'abord et avant tout le désir de poser la question du Québec d'une manière qui transcende les problématiques de l'identité et de la nation dans laquelle la parole sociographique s'est toujours enferrée.

Pour Morf et Legaré, affirmer le caractère distinct de la société québécoise, c'est, il va de soi, reconnaître sa spécificité culturelle telle qu'enchâssée dans son principe constitutionnel, mais c'est aussi, et peut-être surtout, situer la société dans son rapport à l'État. Poser la question du Québec, c'est «saisir d'abord le lien, manifeste ou occulte, qui existe entre toute la problématique d'une spécificité du devenir québécois et la question de l'État; (c'est) mesurer le projet de promotion de l'identité québécoise au renouvellement d'un enjeu plus profond et décisif pour toute question d'identité, celui de la dynamique démocratique État/société» (p. 9).

On cherchera en vain dans cet ouvrage des considérations sur la nouvelle classe moyenne et son projet national ou une analyse de son rôle dans le développement institutionnel de l'État provincial. La réalité est saisie ici en dehors des objectifs technobureaucratiques d'une classe sociale, au-delà de la spécificité ethnoculturelle de la collectivité québécoise et surtout à travers le processus plus global du rapport État/société.

Paradoxalement, c'est de l'État canadien qu'il est question en priorité. La deuxième partie de l'essai constitue une longue dissertation en deux temps, d'abord sur les modalités historiques du passage de la forme libérale à la forme keynésienne de l'État au Canada et puis sur le rôle du fédéralisme dans la structuration de l'État canadien. Contrairement aux études du genre qui portent normalement sur les changements apportés dans les institutions étatiques ou les interventions économiques de l'État, celle de Morf

et Legaré insiste «sur la nécessité de comprendre l'émergence d'une nouvelle forme d'État comme étant organiquement lié à des transformations dans l'organisation de la société» (p. 135). Ainsi, l'apparition de l'État keynésien correspond au parachèvement, au cours des années 60, de la réorganisation du rapport État/salariés; et le régime fédéral, au-delà de son principe de séparation juridico-politique des institutions étatiques, «est aussi et surtout un principe d'articulation et d'intégration des rapports sociaux aux deux niveaux de l'État» (p. 216).

Assez étrangement, le Québec est absent de l'analyse. Pourtant, en filigrane, c'est aussi d'un essai sur le Québec qu'il s'agit. Désireuses de bien marquer leur distance par rapport à la vision nationaliste des liens Québec-Ottawa, Morf et Legaré retracent l'émergence de l'État keynésien au Canada pour montrer «la perméabilité de plus en plus réelle des deux paliers de l'appareil d'État à la globalité des fonctions étatiques, une véritable intégration organique des différents appareils de l'État canadien» (p. 219). Dans ce cadre, l'appareil d'État québécois apparaît comme partie intégrante de l'État canadien et participe à l'unité structurelle de ce dernier; la question nationale structure le régime de l'État canadien et les rapports entre les deux paliers de l'État:

(L') appareil provincial québécois, produit et élément constitutif du régime et de l'État canadiens, ne saurait en aucun cas être perçu a priori comme l'espace politique/étatique privilégié de résistance ou d'affranchissement de la nation québécoise. Si, sur le plan de la conjoncture, il est possible que l'appareil québécois s'inscrive ponctuellement en «défenseur de la nation», sur le plan structurel il est au contraire un des lieux où se reproduit de façon spécifique la domination sociale et étatique. Bien plus, il matérialise, par son existence même en tant qu'élément de l'État canadien la constitution tendancielle du Québec comme région et sa disparition tendancielle comme nation. Si l'appareil provincial reproduit structurellement quelque chose c'est bien la région et certainement pas la nation québécoise (p. 233).

Donc, le Québec comme espace régional. Pour provocante qu'elle puisse sembler dans le contexte de la sociographie natio-

naliste et étatiste dominante, l'idée n'est pas tout à fait neuve. Il y a quelques années déjà, des politicologues et des sociologues ont proposé, à partir d'une analyse identique, les bases d'un «nouveau débat sur le Québec» (Boismenu et al., 1983). Morf et Legaré marquent leur intention de construire sur ces bases. Malheureusement, si elles réitèrent des prises de position énoncées par d'autres, elles ajoutent peu d'éléments à l'édifice. Leur étude concrète des rapports État/société au Canada entre 1930 et 1980 éclaire bien la dynamique, éminemment sociétale, de formation de l'État keynésien au Canada, mais elle fait peu pour démontrer comment l'État québécois participe comme région à l'unité structurelle de l'État canadien. Elles nous demandent en réalité de les croire sur parole. Certes, leur conclusion s'inscrit dans la logique de leur analyse, mais les sceptiques n'accepteront pas que le Québec soit vu ainsi comme une simple région démystifiée de son aura nationale. Ils demanderont qu'une telle vision des choses s'appuie sur l'expérience.

Morf et Legaré reconnaissent avec justesse la nécessité de transcender la question nationale en tant que mode d'appréhension de la réalité québécoise, mais leur démarche n'esquisse qu'à peine les voies du dépassement. Bien qu'il soit complexe théoriquement, leur essai reste impressionniste. En faisant l'économie d'une étude des modalités concrètes d'interaction entre Québec et Ottawa selon le cadre d'analyse qu'elles proposent, les auteures n'ont pas donné à leur ouvrage toute l'efficacité et toute la profondeur qu'il aurait pu avoir. Devant la nouveauté relative de l'analyse, on ne demande qu'à être convaincu, mais on ne nous en donne pas les moyens. Non seulement l'ouvrage ne va pas assez loin dans la démonstration, mais il est difficile, voire rébarbatif, et son style n'est pas sans rappeler l'hermétisme du marxisme structuraliste. Par ailleurs, la fragile cohérence de l'ensemble peut confondre et rebuter le lecteur. Seules les deux premières parties de l'ouvrage semblent avoir leur place. L'une théorise le rapport État/société et sert de prémisses nécessaires à l'argument développé dans l'autre. Quant à la troisième partie, elle se veut une réflexion sur le problème de la scientificité en sciences sociales et cherche, du moins le croit-on vaguement, à éclairer les fondements épistémologiques qui ont

informé les parties précédentes. La logique des liens entre chaque partie échappe souvent au lecteur, et les scrupules épistémologiques de la troisième partie sont carrément superflus, car ils n'ajoutent rien à la compréhension du livre. Une étude appliquée des rapports Québec/Ottawa aurait été plus appropriée. Il faut bien admettre que le manque de cohésion argumentative fait perdre quelque peu de son lustre à l'orientation interprétative de l'ouvrage.

Quoi qu'il en soit, on retiendra de ce livre deux idées maitresse qui, dans le contexte actuel de la sociographie du Québec, semblent novatrices et sont susceptibles de relancer le discours sociologique sur de nouvelles pistes: l'appréhension du phénomène étatique passe par la prise en considération de la réalité historique des rapports sociaux; la problématique de la question nationale au Québec n'a de sens que dans son rapport aux particularités de la dynamique État/société au Canada. Il y a là un filon interprétatif que l'on gagnerait sûrement à explorer.

«Regarder mieux»

Si l'on s'en tient à ces quelques ouvrages récents sur le Québec, il faut convenir que la parole sociographique est toujours aussi prolifique, mais qu'elle se répète beaucoup. Dans *Le Nom de la rose*, le populaire roman d'Umberto Eco, le héros, Guillaume de Baskerville, invite son secrétaire, Adso de Melk, à «regarder mieux». On serait tenté de lancer la même exhortation aux sociologues à propos du Québec. Morf et Legaré ont compris qu'il fallait chercher au-delà de l'ornière «nationalitaire», mais tout reste à explorer du côté où elles orientent le regard analytique.

Deux conditions permettent cette nouvelle vision: une méthodologie qui délaisse la perception déterministe/volontariste de la réalité historique du Québec pour s'attacher à la signification profonde des rapports sociaux que cachent les gestes des acteurs sociaux; une sensibilité accrue aux nouveaux processus sociétaux qui englobent et dépassent à la fois la question nationale: nouveaux groupes ethniques et nouveaux mouvements sociaux dont les revendications n'ont plus rien à voir avec la question

nationale, mais qui ont un impact sur la configuration éventuelle de l'organisation sociale du Québec. Les ouvrages recensés dans ce texte n'en tiennent à peu près pas compte. Pourtant le Québec n'est déjà plus ce que l'on croit. Que l'imagination sociologique ajuste ses lentilles!

Bibliographie

- BÉLANGER, Yves et FOURNIER, Pierre, *L'entreprise québécoise. Développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987.
- BERNIER, Gérald et BOILY, Robert, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*, Montréal, Association canadienne française pour l'avancement de la science, 1986.
- BOISMENU, Gérard, *Le Duplessisme*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981.
- BOISMENU, Gérard et al., *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983.
- BOURQUE, Gilles et DUCHASTEL, Jules, *Restons traditionnels et progressifs*, Montréal, Boréal Express, 1988.
- COLEMAN, William, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.
- GAGNON, Alain et MONTCALM, Mary Beth, *Quebec: Beyond the Quiet Revolution*, Scarborough, Nelson Canada, 1990.
- GARIGUE, Philippe, *Études sur le Canada français*, Montréal, Faculté des sciences sociales, Université de Montréal, 1958.
- GILMORE, John, *Swinging in Paradise. The Story of Jazz in Montreal*, Montréal, Véhicule Press, 1988.
- GODBOUT, Jacques T., *La Participation contre la démocratie*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1983.
- GUINDON, Hubert, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990.
- HOULE, Gilles et HAMEL, Jacques, «Une nouvelle économie politique québécoise francophone», *Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 12, nos 1-2, printemps 1987, pp. 42-63.
- HUGHES, Everett, *French Canada in Transition*, Chicago, University of Chicago Press, 1943.

- LAMONDE, Yvan et TRÉPANIÉ, Esther, *L'Avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986.
- LAURIN-FRENETTE, Nicole, «La Sociologie des classes sociales au Québec», dans Guy ROCHER et al., *Continuités et ruptures dans les sciences sociales au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1984, pp. 531-557.
- LEGARÉ, Anne, «Heures et promesses d'un débat: les analyses de classes au Québec (1960-1980)», *Cahiers du socialisme*, n° 5, pp. 60-84.
- LEGARÉ, Anne et MORF, Anne, *La Société distincte de l'État. Québec-Canada, 1930-1980*, Montréal, Hurtubise HMH, 1989.
- LESEMANN, Frédéric, *Du pain et des services*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1981.
- McCALLUM, John, *Unequal Beginnings. Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario Until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.
- McROBERTS, Kenneth, *Quebec. Social Change and Political Crisis*, 3e édition, Toronto, McClelland and Stewart, 1988.
- MINER, Horace, *Saint-Denis. A French Canadian Parish*, Chicago, University of Chicago Press, 1939.
- PAQUET, Gilles, «Hubert Guindon, hérisson», *Recherches socio-graphiques*, vol. 30, no 2, 1990, pp. 273-283.
- PHILLIPS, Paul, *Regional Disparities. Why Ontario Has so Much and the Others Can't Catch Up*, 2e édition, Toronto, Lorimer, 1982.
- RENAUD, Gilbert, *À l'ombre du rationalisme. La société québécoise de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1984.
- RENAUD, Marc, «Quebec New Middle Class in Search of Local Hegemony», *International Review of Community Development*, vol. 39-40, 1978, pp. 1-36.
- ROY, Fernande, *Progrès, Harmonie, Liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988.

SALÉE, Daniel, «L'analyse socio-politique de la société québécoise: bilan et perspectives», dans BOISMENU et al., 1983, pp. 15-49.

SIMARD, Jean-Jacques, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.